## PERIODE: DECEMBRE 2009-JUIN 2010

# LE PRESENT RAPPORT VISE A DECRIRE L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET PAR RAPPORT AUX REPERES FIXES ET AUX OBJECTIFS PLUS LARGES DU PROJET. IL DOIT DECRIRE CLAIREMENT LES PROGRES ACCOMPLIS EN MONTRANT QUE LES REPERES ONT A CE STADE ETE ATTEINTS.

INTITULE DU PROJET	MTF/CMR/026/STF - STDF 062 Appui au renforcement du système de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments au Cameroun			
AGENT D'EXECUTION	Représentation FAO de Yaoundé - Cameroun  RESPONSABLE DE LA SUPERVISION DU PROJET  Booto à Ngon Charles Secrétaire du Comité de coordinnation : Jean Martin Etoundi			
DESCRIPTION DU PROJET <sup>1</sup> [Décrire en 4 à 7 lignes les objectifs/ le champ d'application du projet]	Le projet à pour objectifs :  - d'aider à la création, organisation et au démarage des activités du Comité National du Codex Alimentarius et de la sécurité sanitaire des aliments.  - de former un vivier de formateurs nationaux en sécurité sanitaire des aliments, qui doivent assurer la formation en assurance qualité dans les entreprises alimentaires.			
DATE DE DEMARRAGE DU PROJET	12 août 2008 - Cérémonie de signature avec le Gouvernement.  DATE D'ACHEVEMENT Décembre 20 DU PROJET			

## Aperçu du budget:

	Contribution du FANDC (\$EU)	Contribution d'autres donateurs (\$EU), selon les accords de cofinancement	Contribution en nature (\$EU)	Total (\$EU)	Pourcentage du coût total du projet
Montant total du budget prévu (\$EU)	499,480	260 488 Etat camerounais	220 441	721 847	
Montant total des dépenses à ce jour (\$EU)	211,073				
Montant des dépenses pour la période considérée (\$EU)	55 541 (2010)				

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Cette rubrique n'est pas censée changer d'une période visée à l'autre, sauf si une modification des objectifs ou du champ d'application du projet est approuvée par le Secrétaire du FANDC.

# FANDC

Fonds non	288,408		
dépensés (\$EU)			

# RAPPORT GÉNÉRAL

#### A. PROGRES GENERAUX ACCOMPLIS A CE JOUR:

[Décrire en 4 à 7 lignes, en des termes généraux, les <u>travaux réalisés à ce jour</u> dans le cadre du projet, puis indiquer en quelques lignes l'impact (quantitatif ou qualitatif) des activités mises en œuvre.]

L'installation et la mise en activité du Comité National du Codex et de la Sécurité Sanitaire des Aliments ont déjà été réalisées, appuyées par des missions de conseil et d'expertise spécifique (Codex et Organisation du système de contrôle). Le CNCOSAC a déjà identifié plusieurs priorités nationale en matière de SSA et les prépraratifs de mise en œuvre pour la réalisation d'études protant sur 8 de ces priorités sont achevés.

Le travail d'élaboration d'un projet de loi a lui aussi été achevé avec les missions du consultant juriste international.

L'évaluation des capacités analytiques est achevée. Cette activité a été conclue par l'organisation d'un séminaire national à l'intention des responsables des laboratoires en vue du montage des projets bancables pour la viabilisation desdits laboratoires. La poursuite de ces activités est maintenant soumise à financement national.

La formation des formateurs dans le domaine des bonnes pratiques d'hygiène et le HACCP est achevée et les formations secondaires à l'intention des PMEs alimentaire sont en cours. A l'heure actuelle plus de 50 responsables techniques nationaux ont été formés.

<u>Impact (qualitatif):</u> meilleure conscience de l'importance de Codex alimentarius, de la participation du Cameroun aux instances internationales de normalisation et des travaux préliminaires à mettre en œuvre par le Comité national pour améliorer la gestion des activités de contrôle. Meilleure visibilité et participation du Cameroun au niveau international.

#### B. ACTIVITES MISES EN ŒUVRE PENDANT LA PERIODE CONSIDEREE:

[Énumérer sous forme de liste les éléments qui ont été achevés<sup>2</sup> pendant la période visée ainsi que l'impact (quantitatif) des activités mises en œuvre.]

ACTIVITES	IMPACT		
ACCOMPAGNEMENT DU DEMARRAGE DES	Equipement, mise en activité et travaux du CNCOSAC, création d'un site web pour le CNCOSAC et abonnement à Sciences direct		

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Si ce repère n'a pas été atteint ou ne l'a été que partiellement, veuillez en donner les raisons en quelques mots.

COMPOSANTE C1, ACTIVITE 5 : ELABORATION DES PRIORITES NATIONALES DE SSA	Identification des priorités nationales en matière de SSA et 8 de ces priorités feront l'objet des études plus poussées dans le cadre du présent projet.  Préparation des fiches techniques pour commander les études et identification des institutions en mesure de pouvoir exécuter les études au niveau technique et administratif (respect des procédures des Nations Unies)
COMPOSANTE C1, ACTIVITE 3; ACTION 1: INVENTAIRE ET ANALYSE DU CADRE JURIDIQUE)	Finalisation de la proposition de projet de loi sur le contrôle des denrées alimentaires.
COMPOSANTE C1, ACTIVITE 4, ACTION 1: RECENSEMENT DES CAPACITES ANALYTIQUES	Finalisation de l'analyse des capacités analytiques disponibles, laboratoires de référence identifiés pour le contrôle alimentaire, recommandations pour les investissements utlérieurs.  Formation du personnel technique desdits laboratoires en vue du montage des projets bancables pour la viabilisation des laboratoires.
COMPSANTE C2, ACTIVITE 1, ACTION A1: FORMATION DES FORMATEURS SUR LES BONNES PRATIQUES D'HYGIENE ET LE HACCP.	Déjà réalisé lors des précédentes périodes.
COMPSANTE C2, ACTIVITE 1, REALISATION DES FORMATIONS SECONDAIRES	Les formations secondaires sont en cours : trois formations sur 25 ont été realisées.  Les formateurs nationaux ayant bénéficié de la formation des formateurs accompagnent actuellement une dizaine de PMEs alimentaires pour l'implimentation des Bonnes Pratiques d'Hygiène et Bonnes Pratiques de Fabrication, dans le cadre du « Better Training for Safer Food » de la Commission Européenne.  L'expertise des formateurs nationaux est très appréciée.

## C. ACTIVITES RESTANTES POUR LA PERIODE SUIVANTE ET AU-DELA:

[Décrire en 4 à 7 lignes, en des termes généraux, le <u>travail qu'il reste à accomplir</u> dans le cadre du projet <u>après la période en cours</u>.]

- 1. Poursuite de la réalisation des formations secondaires en entreprises
- 2. Réalisation des études prioritaires en sécurité sanitaire des aliments.

### D. AUTRES OBSERVATIONS:

[Donner en 4 à 7 lignes tous renseignements intéressant le projet y compris, mais pas uniquement, les éventuelles difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du projet à ce jour ou toute difficulté prévue pour la période suivante.]

La contribution à la prise en charge des formateurs nationaux pour les formations en entreprise comme stipulée dans le budget du projet semble trop faible pour suciter la motivation des entreprises. Il est prévu une intervention de 3 personnes (deux formateurs et un superviseur du comité de coordination), en dehors des frais logistiques qui sont pris en charge par des entreprises mêmes. Ceci pose des problèmes pour la mise en œuvre concrète des formations et sucite des retards dans la mise en ouevre du programme de formation au niveau national par la coordination du projet (voir note finale).

# $\textbf{R\'esultat attendu/Tableau d'objectifs} \ (Cadre \ logique)$

Identification de la rubrique	Description de la rubrique	Date (objectif)	Date (réelle ou prévue)	État d'avancement (% accompli)	Observations	
COMPOSAN TE 1	Appui au renforcement du système de sécurité sanitaire des aliments et à la mise en place d'un mécanisme de coordination entre les différents intervenants.					
ACTIVITE 1	Accompagner le démarage des activités du CNCOSAC			Accompli		
1-Action 1	Rencontre avec les institutions parties prenantes			Accompli	Ceci a été fait après la création du CNCOSAC	
2-Action 2	Conduire un atelier d'un jour pour la création du CNCOSAC			Accompli (voir précision en marge)	Jugé inutile après la création du CNCOSAC, remplacé par un atelier de formation au contrôle alimentaire (accompli)	
3-Action 3	Réception des locaux et désignation du personnel du CNCOSAC			Accompli		
4-Action 4	Mission de 2 semaines du consultant international en contrôle alimentaire			Accompli		
ACTIVITE 2	Etablir les priorité nationales en matière de sécurité sanitaire des aliments			Accompli ( voir note en marge)	Les priorités ont été déterminées mais les données fournies par les enquêtes devront être utilisées pour affiner et valider la classification.	
ACTIVITE 3	Analyse du cadre juridique de la sécurité sanitaire des aliments			Achevé	Projet de loi revu suite aux discussions menées dans le cadre dui CNOSSAC sur la base de la première proposition.	
5-Action 1	Inventaire des textes règlementaires			Accompli		

6-Action 2	Proposition de mises à jour du cadre juridique et règlementaire		Achevé	La consultante internationale juriste a revu et modifié la première propostion, suite aux débats du CNOSSAC et à un complément d'analyse.
ACTIVITE 4	Faire un diagnostic des capacités analytiques du pays		Accompli.	Rapport de diagnostic validé par le CNOSSAC et formation des directeurs de la boratoires au montage de projets bancable pour la pérennistaion et le développement de leurs laboratoire accomplie.
ACTIVITE 5	Accompagner le démarrage des activités du Comité National du codex Alimentarius		Accompli	
7-Action 1	Formation d'une semaine des membres du Comité national		Accompli	Formation effectuée, priorités définies, plan de travail.
ACTIVITE 6	Assurer une bonne diffusion des informations SPS			
8-Action 1	Atelier d'un jour sur les SPS		Accompli	Il a été fait en même temps que l'atelier sur le Codex Alimentarius
9-action 2	Organisation d'une journée porte ouvertes		à réaliser	Cette journée quand le CNCOSAC a déjà eu à réaliser plusieurs activités et peut présenter des résultats concrets.
COMPOSAN TE 2	Formation des for chaine de product			es opérateurs de la
ACTIVITE 1	Constituer un vivier de formateurs			

10-Action 1	Conduire la formation des formateurs	Accompli	
ACTIVITE 2	Conduire les fromations secondaires des opérateurs	En cours	
11-Action 1	Formation des opérateurs	En cours	3 formations sur 25 sont déjà effectuées.
12-Action 2	Estimation de l'impact	Non accompli	
13	Conclusion du projet		Non démarré
14	Évaluation externe du projet		Non démarré

**Objectif.** Les renseignements suivants n'ont pas à être fournis si un objectif a été réalisé et que les renseignements ont été transmis dans un précédent rapport de projet. Si un objectif n'a pas été atteint ou risque de ne pas l'être dans les délais, indiquer:

- A) les conséquences probables pour le projet;
- B) les raisons du retard;
- C) les mesures correctives qu'il est prévu de prendre le cas échéant.

Identification de la rubrique	Notes relatives au retard par rapport à l'objectif
C2-A2-A1	A) A ce jour seules trois formation ont été exécutées car il semble que le secteur privé ne soit pas très mobilisé et les opérateurs poseraient le problème de compensation pour la mobilisation du personnel pour assister aux formations ainsi que de la logistique à fournir. Les formations ont du être précédées de réunions de sensibilisation et d'explication afin de les amener à accepter de participer aux formations.  B) La coordination nationale rapporte des difficultés d'organisation des formations en raison du manque de visibilité des opérateurs privés et l'organisation des formation se programme au fur et à mesure dès que la situation avec les opérateurs privés se débloque.
2 C1-A2	A) A) La mise en oeuvre des études est plus longue que prévu car la multiplicité des enquêtes prévues (8 études) concommittante avec les respect des procédures administratives des Nations Unies pour le respect des contrats s'avère complexe.  B) Une solution a cependant été trouvée et les études devraient démarrer en Juillet 2010.
3	A) B) C)

État financier à mi-projet ou à la fin du projet

L'état financier périodique vise à mesurer et surveiller les "dépenses initiales inscrites au budget" par rapport aux "dépenses effectives". Veuillez fournir un état financier des dépenses pour la période en cours ainsi que le montant total des dépenses à ce jour. L'état financier doit être établi par rapport au budget initial du projet et énumérer les dépenses effectives par rapport aux dépenses prévues (et indiquer le solde reporté³) rubrique par rubrique.

Nature des	Dépenses 2008	Dépenses 2009	Dépenses	Dépenses	Balance en \$ EU
dépenses	en \$EU	en \$ EU	2010 en \$	totales en \$	
			EU, à ce jour	EU	
Consultants	-	30 633	21 393	52 026	80 720
Contrats	-	-	-	-	94,000
Main d'oeuvre		4 175	1 230	5 405	4 403
locale	_	4173	1 230	3 403	4 403
Voyages	-	39 263	15 031	54 294	54 064
Formation	-	51 954	1 802	53 755	14 744
Fournitures consommables	-	110	-	110	12 390
Fournitures non consommables	8,009	-	11 036	19 045	-10 345
Frais d'appui technique	-	2 036	-	2 036	2 964
Frais de fonctionnement	-	2 255	569	2 824	3 041
Coûts directs (PSC)	961	15 703	4 480	21 145	32 372
Frais généraux		433	-	433	55
Total	8,970	146 562	55 541	211 073	288 408

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Les fonds non dépensés qui représentent plus de 25 pour cent des fonds engagés pour une période donnée ne pourraient être reportés sur l'exercice suivant qu'avec l'autorisation du Secrétaire du FANDC. Les fonds non dépensés qui représentent moins de 25 pour cent des fonds engagés seront automatiquement reportés.